

DÉCISION DE LA COUR SUPRÊME

L'affaire Khalifa sera rejugée

L'affaire Khalifa sera rejugée. La décision a été prise par la chambre criminelle près la Cour suprême, et ce, après l'acceptation des pourvois en cassation introduits par la défense et le ministère public. L'affaire sera de nouveau renvoyée devant le tribunal criminel.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Des avocats contactés ne disposent pas suffisamment d'informations pour expliquer les «motivations de l'arrêt de renvoi de la chambre criminelle de la Cour suprême». Toutefois, la pro-

grammation du procès sera fixée par la cour de Blida, à l'occasion des prochaines sessions criminelles.

Quatre-vingt-quatorze avaient comparu devant le tribunal criminel de Blida dans le cadre de cette affaire en

2007 et des peines allant jusqu'à la perpétuité avaient été prononcées à l'encontre des principaux accusés, dont Rafik Abdelmoumene Khalifa par contumace.

Les accusés avaient été jugés notamment pour les chefs d'inculpation «d'association de malfaiteurs, vol qualifié, escroquerie, abus de confiance et falsification de documents officiels».Reste, cependant, la question de la présence à ce procès en appel

du principal mis en cause, Abdelmoumene Khalifa.

D'autres interrogations demeurent également comme celle de savoir que révélera, s'il est extradé, l'ex-milliardaire algérien.

L'extradition du golden boy aura peut-être le mérite de revenir sur des zones d'ombre non élucidées lors du procès concernant la caisse centrale d'El Khalifa Bank, mais aussi de relancer le procès dans l'un de ses

volets les plus importants, en l'occurrence les transferts de devises par swift et les cartes de crédit, dont l'ins-truction a commencé il y a plus de deux ans sans que l'on sache de quoi il retourne.

Autant de questions qui restent posées en attendant que les avocats de la défense disposent de l'arrêt de renvoi de la chambre criminelle de la Cour suprême.

A. B.

AFFAIRE DGSN-ABM

La défense se retire, le parquet requiert la peine maximale

Le verdict dans l'affaire opposant la DGSN à ABM (Algerian Business Multimedia) sera connu ce 29 janvier, a indiqué le président de la 8^e chambre correctionnelle de la cour d'Alger, M. Tayeb Hellali. Quelques minutes auparavant, le représentant du ministère public avait requis dix ans de prison ferme contre les 25 mis en cause, dont le colonel Oultache, l'ex-chef de l'unité aérienne de la Sûreté nationale.

C'est tard dans la soirée de jeudi dernier qu'a pris fin le procès opposant la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) à la société privée ABM, spécialisée dans la vente de matériel informatique. Le procès mis en délibérée pour le 29 du mois en cours a été notamment marqué par l'absence de la défense qui a décidé de se retirer. Une décision prise par le collectif des avocats de la défense, une heure après le début du procès. Ainsi, à l'exception d'Oultache et son gendre Sator, les autres personnes mises en cause dans l'affaire DGSN-ABM ont accepté d'être jugées en l'absence de leurs avocats. Il s'agit du principal fait marquant de ce procès en appel qui a duré au total huit heures.

Or, le procès a connu un rebondissement auquel personne ne s'attendait, et ce, même si la défense a laissé entrevoir, dès le début de l'audience, sa détermination à engager un bras de fer avec le juge. Il a fallu donc moins de deux heures pour que les robés noires tranchent la question en décidant de se retirer de la salle d'audience, qualifiant la tenue du procès de «mascarade». «Cette décision est motivée par le fait que le rapport de l'inspection générale de la DGSN cité dans différents actes de procédure du dossier n'a pas été mis à la disposition du collectif», expliquent les avocats dans un communiqué rendu public. Et d'ajouter : «Le document est d'une importance fondamentale pour la manifestation de la vérité. De ce fait, le collectif des avocats estime que la rétention volontaire de ce document est de nature à porter atteinte aux droits de la défense et porte atteinte aux garanties d'un procès juste, objectif et équitable. Par conséquent, la persistance de ce refus met la défense dans l'obligation de se retirer afin de ne pas cautionner une parodie de justice, incapable d'assurer les conditions

minimales d'un juste procès. C'est pourquoi le collectif des avocats prend à témoin l'opinion publique sur les graves dérives affectant le cours normal de la justice qui ne peut se réhabiliter sans la garantie des droits de la défense et du justiciable.»

«Je suis le premier défenseur du droit»

Mais avant de se retirer définitivement de l'audience, la défense, au nombre d'une vingtaine d'avocats, a engagé des «pourparlers» avec le juge d'audience, M. Tayeb Hellali. L'objectif recherché était de ramener la justice à donner suite à leur revendication. C'est le bâtonnier d'Alger M^e Sellini Abdelmadjid qui a été chargé par les avocats de faire part de la décision du collectif, lors du mini-conclave qui s'est tenu durant une heure.

«M. le juge, nous considérons que les conditions de la tenue d'un procès

équitable ne sont nullement réunies. Comme nous vous l'avions exprimé lors de la dernière audience, la défense revendique la présence du rapport d'inspection. C'est un document que la défense considère d'une importance fondamentale pour la manifestation de la vérité. Or, un mois est passé depuis la dernière audience mais rien n'a changé. Face à cette situation, la défense considère que les conditions de la tenue d'un procès équitable ne sont pas réunies et, de ce fait, nous ne pouvons cautionner cette mascarade», a signifié M^e Sellini.

Le président d'audience engage le débat et tente de faire revenir la défense sur sa décision.

«Je suis le premier défenseur du droit. Je ne suis qu'un arbitre dans cette affaire. Il n'y a pas d'arrière-pensée. Mais je ne peux pas accéder à une demande qui n'existe pas à mon niveau. Laissez la justice faire son travail et, croyez moi, seul le droit sera maître de nos actes. C'est une façon de tordre le bras du tribunal et je n'accepterai pas cela», a-t-il dit, affirmant que «le document n'existait pas dans le dossier et qu'il n'était pas nécessaire pour juger l'affaire», a-t-il expliqué. Le juge use de tous les arguments pour convaincre les avocats à renon-

cer à leur décision. Mais en vain. La décision des robes noires est irréversible. «Elle est scellée et non négociable», lâche un avocat membre du collectif.

«Je serai sourd et muet»

Les robes noires se retirent créant une situation des plus inédites, d'autant que le président du tribunal a décidé de juger l'affaire «quelle que soit la situation», soulignant que rien de réglementaire «ne puisse s'opposer à sa tenue». C'est à ce moment qu'il appelle Oultache Chouaïb à la barre. «M. Oultache, vos avocats ont décidé de se retirer du procès. Quelle est votre position et comptez-vous être jugé sans leur présence?», lui demande le juge Hellali. «Je serai sourd et muet à vos questions en l'absence de mon avocat», rétorque le colonel Oultache. Même position affichée par son gendre M. Sator. «Je suis innocent, M. le président. Je n'ai rien à voir dans cette affaire. Mes avocats ont les preuves de mon innocence. J'ai entamé une grève de la faim en prison pour revendiquer un procès équitable. Aujourd'hui, ma défense a décidé de se retirer de l'audience. Elle est mieux placée pour faire valoir mes droits et, par voie de conséquence, je ne peux

être jugé sans sa présence», a-t-il.

Toutefois, à la différence d'Oultache et de Sator, le reste des prévenus ont donné leur accord pour être jugés sans la présence de leurs avocats. Ce qui a suscité des interrogations chez les parties en présence. Cela étant, le juge Hellali entame le procès, en appelant le premier prévenu. Il s'agit de M. Fettal, un des membres de la commission des marchés. L'audition de ce dernier a duré au moins une heure durant laquelle le magistrat a tente de soustraire certaines informations. Le procès s'est poursuivi tard dans la soirée et se poursuivait hier vendredi.

Pour rappel, c'est la troisième fois que la défense réclame ce rapport à l'origine de l'inculpation et de la condamnation du colonel à sept ans de prison, six pour son gendre et de trois à quatre ans pour les officiers de police. Trois accusés ont été relaxés. Cette affaire concerne du matériel informatique et les 25 accusés avaient été inculpés pour «passation de marchés publics en violation de la législation, dilapidation de deniers publics et trafic d'influence» en 2007 au profit de la société Algerian Business Multimedia (ABM).

Abder B.

ABDELMADJID MENASRA :

«Nous tiendrons notre congrès les 17 et 18 février»

Le Front pour le changement national, FCN, tiendra son congrès constitutif les 17 et 18 février prochain à Alger. C'est ce qu'a annoncé l'initiateur de cette nouvelle formation islamiste, l'ancien ministre de l'Industrie, Abdelmadjid Menasra.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - «Nous devions initialement tenir le congrès les 3 et 4 février mais nous avons été obligés de le reporter en raison du retard mis dans l'adoption de la loi sur les partis» et donc pour l'obtention de l'agrément. Le parti n'est d'ailleurs toujours pas agréé. Mais le ministère de l'Intérieur «tolère» quand même ses activités.

Hier vendredi, Menasra a, en effet, réuni ses troupes à l'hôtel Ryadh de Sidi Fredj à Alger pour «une journée d'étude» consacrée à la préparation des assises des 17 et 18 février. Ce parti verra-t-il le jour avec cette même dénomination ? Pas si sûr, car

il semblerait que le FLN de Abdelaziz Belkhadem ait émis quelques réserves à ce sujet en raison des ressemblances entre les deux sigles.

Cela étant, il convient de rappeler ce nouveau parti n'est finalement que l'aile du MSP qui avait fortement contesté le choix porté sur Aboudjerra Soltani pour succéder à Mahfoud Nahnah à la tête du parti des frères musulmans algérien. Cela va sans dire, l'agrément certain de cette formation portera un sacré coup à l'ex-Hamas d'Aboudjerra dont une bonne partie des cadres et des militants sont déjà chez Menasra.

Ce n'est d'ailleurs pas par hasard si Aboudjerra est sorti de l'Alliance présidentielle et fait semblant de faire de l'opposition depuis quelques jours ! Cela n'empêchera pas Menasra, en tout cas, de s'en prendre vigoureusement, lors de son allocution d'ouverture des travaux de «la journée d'étude» aux... trois partis de l'Alliance. «Les partis de

l'Alliance ne veulent pas de concurrents mais de nouveaux partis sur mesure. Il y a un parti qui veut monopoliser l'Algérie, un autre veut monopoliser y compris les mots tandis qu'un autre veut monopoliser l'image de Cheikh Nahnah», a lancé Menasra en allusion respectivement au RND, au FLN et au MSP. Un MSP, surtout lui qui sera, à coup sûr, la cible prioritaire du nouveau parti en construction...

K. A.

MOUVEMENT EL ISLAH
Les listes électorales
ouvertes aux anciens
du FIS dissous

Le mouvement El Islah, parti pygmée de la mouvance islamiste, compte intégrer les anciens militants du FIS dissous dans ses listes électorales. «On avertit contre le charcutage de nos listes», a menacé, hier, le secrétaire général du parti, Hamlaoui Akouchi.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - L'avertissement, commis en liminaire des travaux du conseil consultatif du parti qui se sont ouverts hier à Alger, a recueilli, il allait de soi, une salve d'applaudissements. De quoi donner de la verve à un secrétaire général qui en avait fort besoin, lui dont le discours a été, de bout en bout, sans trame.

«On n'acceptera pas que l'administration rejette des candidatures pour cause d'activités passées de leurs auteurs. Si une personne devait être sevrée de candidature, que soit alors fournie la preuve légale de son inéligibilité !», a clamé Hamlaoui Akouchi. L'allusion aux anciens militants du FIS dissous est on ne peut plus claire. Ce sont les candidatures de ces derniers que l'administration risque de rejeter, comme c'était le cas lors des élections passées.

S. A. I.

ENLÈVEMENT DU WALI D'ILLIZI

Hanoune conteste la version officielle

Le scénario de l'enlèvement-libération du wali d'Illizi n'a pas convaincu Louisa Hanoune. Elle qualifie de «roman rocambolesque» la version donnée par le ministre de l'Intérieur.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - C'est une Louisa Hanoune sceptique qui s'est adressée hier aux membres du bureau politique du Parti des travailleurs. Elle considère «peu sérieuse» la piste avancée par Ould Kablia selon lequel l'enlèvement n'était pas prémédité.

Au contraire, dit-elle, il faut y voir un message clair des auteurs de cet enlèvement : ils veulent faire savoir qu'ils peuvent frapper à tout moment à l'intérieur même du territoire algérien. Un enlèvement qui intervient dans «une conjonctu-

re angoissante», dira le numéro un du PT pour qui il est impossible d'ignorer ce qui se passe au plan régional. Elle s'est interrogée d'ailleurs sur le rôle que joue actuellement le Qatar qui fait pression pour l'envoi de troupes en Syrie.

L'éventualité de la participation de troupes algériennes à une pareille mission est rejetée en bloc par Hanoune qui explique que même en renforçant les liens avec le Qatar, l'Algérie n'est pas certaine de pouvoir se prémunir au

moment où elle s'apprête à vivre un rendez-vous électoral que le PT qualifie de décisif.

C'est d'ailleurs dans cette optique que le comité central du parti se réunira à la fin du mois avec au cœur des débats la question de savoir si les législatives vont permettre une décantation de la scène politique ou, au contraire, encourager encore une fois la décomposition politique. Quel que soit le scénario, le PT s'y prépare et donne des instructions à toutes ses structures afin de se mobiliser.

Objectif : arriver à mobiliser le plus grand nombre de militants pour être présents dans les bureaux de vote le jour du scrutin. Un scrutin dont le taux de partici-

pation sera conditionné par le climat social et politique. Hanoune préconise des mesures d'apaisement pour une plus grande sérénité lors d'une élection qui verra arriver de «nouveaux» partis, une qualification que Hanoune ne trouve pas totalement juste puisque dans la majorité des cas, il s'agit de dissidents de partis existants déjà qui vont prendre part à une compétition politique pour laquelle le PT demande des garanties au président de la République mais compte également s'impliquer pleinement.

Signe de cette mobilisation d'avant élection, le bureau d'Alger se réunit aujourd'hui.

N. I.